



## Economic and Social Council

Distr.: General  
29 November 2022

Original: French

---

### Commission on the Status of Women

Sixty-seventh session

6–17 March 2023

Follow-up to the Fourth World Conference on Women and to the twenty-third special session of the General Assembly entitled “Women 2000: gender equality, development and peace for the twenty-first century”

### Statement submitted by Femmes Solidaires, a non-governmental organization in consultative status with the Economic and Social Council\*

The Secretary-General has received the following statement, which is being circulated in accordance with paragraphs 36 and 37 of Economic and Social Council resolution 1996/31.

---

\* The present statement is issued without formal editing.



## Statement

Femmes solidaires, association féministe, laïque, universaliste, est pleinement investie dans une démarche d'éducation populaire tout au long de la vie.

A ce titre, notre association intervient fréquemment en milieu scolaire pour faire émerger des outils de déconstruction des rapports de domination et lutte contre les violences sexistes et sexuelles en coopération avec les plus jeunes. Si l'usage du numérique est très visible à l'adolescence, nous constatons que les enfants ont de plus en plus jeune un contact très étroit avec le numérique – notamment, mais pas exclusivement, par le biais du téléphone portable. L'entrée des nouvelles technologies dans un nombre croissant de foyers a permis de démocratiser l'accès à l'information, de faciliter la communication entre les individus, mais elle n'en demeure pas moins un sujet complexe.

Elle a, d'une part, un impact différent selon le niveau de vie des individus. Les démarches dématérialisées sont en nombre croissant, et les foyers les plus modestes restent structurellement sous-équipés, notamment en postes informatiques et en moyens de se former à leur utilisation. Cela impacte la capacité pour les plus précaires, en particulier les femmes dont le temps libre est contraint par la charge domestique et parentale disproportionnée qu'elles assument, à recourir à leurs droits. La crise sanitaire et les confinements ont entraîné pendant plusieurs semaines en 2020 et 2021 des fermetures de classes, d'écoles et un passage à des cours en ligne, depuis la maison. Les élèves vivant dans des familles peu ou pas dotées en outils informatiques ont été particulièrement pénalisés par cette situation, créant une rupture d'égalité entre élèves notamment pour des motifs économiques.

Elle se fait, d'autre part, en miroir de nos sociétés. Les violences sexistes et sexuelles sont prévalentes et persistantes. Elles le sont également en ligne. Nous constatons le caractère massif des cyber-violences, dès le plus jeune âge : le cyberharcèlement, le chantage sexuel, l'usurpation d'identité, la diffusion de contenus pédopornographiques en ligne concernent plusieurs enfants ou adolescent.e.s dans toutes les classes où nous intervenons. Femmes solidaires dénonce la faiblesse des efforts consentis par les plateformes, en particulier les réseaux sociaux, dans la protection des mineur.e.s. Les signalements, même répétés, de contenus violents n'aboutissent que marginalement à des suppressions de contenus. Les victimes, en plus du préjudice subi, de la honte exprimée, se voient contraintes à l'impuissance par l'indifférence des plateformes. L'émancipation des femmes et des filles, le respect de leurs droits fondamentaux et inaliénables, en particulier le droit à vivre une vie sans violence, se trouve durement impactée par cette impunité.

Nous sommes par ailleurs vivement préoccupées par l'accès précoce à des contenus pornographiques par des enfants. A 12 ans, 1 enfant sur 3 a déjà été exposé à de la pornographie selon le Ministère de la Santé (données de 2021.) La première exposition à la pornographie se déroule de plus en plus tôt. 44% des jeunes ayant des rapports sexuels déclarent reproduire des pratiques qu'ils ont vues dans des vidéos pornographiques. Là aussi, les sites ne fournissent aucun effort sérieux pour prévenir l'accès de ses sites à des enfants, ce qui contribue non seulement à la permanence d'une culture patriarcale autour de la sexualité mais qui peut créer des traumatismes durables chez de jeunes enfants.

Femmes solidaires tient à rappeler que les logiciels, les sites internet, les programmes, ne sont pas neutres. Ils sont des productions humaines et reflètent les stéréotypes notamment sexistes, mais aussi racistes, LGBTphobes ou handiphobes des personnes qui les ont conçus. Nous pensons que la participation accrue des femmes aux STEM, en particulier aux sciences de l'ingénierie, à l'informatique, permettra l'émergence de nouveaux outils, de nouvelles technologies qui soutiendront

les efforts des féministes pour faire émerger des sociétés plus justes et plus égalitaires. Femmes solidaires est convaincue, pour l'avoir expérimenté à plusieurs reprises et en avoir été témoin, que les réseaux sociaux sont un formidable outil de coopération et de communication autour de campagnes de sensibilisation pour les féministes et tous les activistes.

Le changement et l'innovation technologique, pour contribuer à l'égalité entre les sexes et l'émancipation des femmes et des filles doit donc être construit avec et par les femmes et les filles. Pour cela, la lutte contre les stéréotypes sexistes doit être poursuivie dès le plus jeune âge : cela permet en particulier de déconstruire la croyance selon laquelle les filles seraient moins performantes en mathématiques, ou moins à leur place dans des filières techniques ou liées aux technologies.

Femmes solidaires continuera à s'engager, en France et partout dans le monde, pour que l'accès à une instruction gratuite et de qualité soit une réalité pour toutes les filles.

---